



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Préfecture de la Somme

Direction des Affaires Juridiques et de
l'Administration Locale

Bureau de l'Administration Générale et de
l'Utilité Publique

Mise en demeure

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
S.A. GALLOO France Amiens

ARRETE DU 26 JAN. 2015
La Préfète de la Région Picardie
Préfète du département de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les titres 1^{er} des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Mme Nicole KLEIN Préfète de la Région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2007 autorisant la SAS NORMAND à exploiter des installations de récupération, démontage et découpage de métaux ferreux et non ferreux sur la commune d'AMIENS ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 01 octobre 2013 délivré au profit de SA GALLOO France Amiens ;

Vu l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 4 juillet 2007 qui précise les valeurs limites d'émission des eaux rejetées ;

Vu l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 4 juillet 2007 qui dispose « Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les égouttures grasses présentes sur les aires bétonnées ne pourront être rejetées ensuite au fossé Warin qu'en respectant les caractéristiques générales de qualité rappelées aux articles 4.3.7 et 4.3.9 » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 16 décembre 2014 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport d'inspection susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 3 novembre 2014, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté les faits suivants :

- Les analyses de qualité des eaux pluviales réalisées le 16 janvier 2014 mettent en évidence des dépassements sur les paramètres Matières en Suspension (MeS), Demande Chimique en Oxygène (DCO), Demande Biologique en Oxygène (DBO₅), Hydrocarbures Totaux (Hct), Métaux totaux, Phosphore Total.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.3.9 et 4.3.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04 juillet 2007 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SA GALLOO France Amiens de respecter les dispositions des articles susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1^{er} :

La société SA GALLOO France Amiens exploitant une installation de récupération, démontage et découpage de métaux ferreux et non ferreux sise 11 rue du Fossé Warin sur la commune de Amiens est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 2:

L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3.9 et 4.3.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04 juillet 2007 en :

- fournissant l'analyse des dépassements des valeurs limites de rejets des eaux pluviales et le cahier des charges

des travaux de mise en conformité sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté

- fournissant le bon de commande afférant aux travaux sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté
- réalisant les travaux de mise en conformité sous 5 mois à compter de la notification du présent arrêté
- faisant procéder à un prélèvement ainsi qu'à l'analyse définie à l'article 4.3.10 sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

Article 3:

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4:

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune d'AMIENS, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie et l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A. GALLOO France Amiens.

Amiens le 26 JAN. 2015

Pour la préfète et par délégation

Le secrétaire général

Jean-Charles GERAY